

Point de vue

par Jean-Dominique Giuliani *

L'Europe, assurance pour les peuples

La crise grecque répand le doute.

Doit-on aider un État qui depuis si longtemps s'est mis en faute ?

Doit-on le faire au nom de la préservation de l'euro, notre monnaie commune ?

Doit-on lui venir en aide par intérêt bien compris ?

Les conditions de cet accord, difficile à mettre en œuvre, ne sont-elles pas trop sévères ? Autant de questions légitimes sur lesquelles les avis les plus contradictoires sont émis de manière très péremptoire. Nos parlementaires eux-mêmes se sont divisés.

Et si la réponse était plus simple ?

Derrière l'État grec failli, il y a un peuple, européen, des gens qui souffrent et dont la situation est déjà catastrophique. Une crise monétaire, c'est-à-dire quand plus personne n'a confiance dans l'économie locale, quand la monnaie ne circule plus et que les banques sont fermées, c'est l'équivalent d'un séisme, quelque chose d'impensable au XXI^e siècle au sein de l'Europe développée.

Éviter le pire pour les Grecs, qui subissent de plein fouet les conséquences désastreuses de la gestion de leurs gouvernants de tous bords, c'est la vraie motivation des dirigeants européens. Avec peine,

au milieu du fracas des idéologies et des égoïsmes, ils ont trouvé une voie étroite pour tenter de sauver un pays tout entier, un peuple européen qui l'attendait.

Solidarité européenne

À lui seul, ce résultat justifie les efforts de tous les chefs d'État et de gouvernement de l'Union pour décider de ce plan et le mettre en application. Et c'est bien cette réalité qui a guidé finalement la main des Européens.

Tout plaidait contre la Grèce : l'incurie ancienne de gouvernements de gauche et de droite qui avaient sombré dans le clientélisme, la corruption et l'inefficacité ; la posture idéologique d'un gouvernement d'extrémistes parvenus au pouvoir sur les décombres d'une classe politique discréditée, sa volonté de rupture avec l'Europe.

Rien ne poussait les États membres à lui venir en aide : la multiplication des plans de soutien, des annulations de dettes, leurs propres difficultés budgétaires, l'attitude du gouvernement grec, les réactions légitimes de nos contribuables.

Il y avait bien les institutions communes, à commencer par la Commission européenne, qui mettaient tout en œuvre pour venir en

aide à l'un de leurs membres. Mais elles étaient divisées, voire dépassées par l'ampleur de la situation grecque qui impliquait les finances des États membres. Il a fallu toute l'énergie de Jean-Claude Juncker, sa réelle abnégation, son expérience et ses convictions de chrétien social, pour qu'elles continuent à jouer leur rôle positif.

Tout donc était en place pour que les Grecs sombrerent dans l'abîme.

Et pourtant, cette Europe si décrite a démontré une fois de plus sa résistance et son utilité. Elle a conclu un accord, qui, malgré son coût, est bien celui de la dernière chance pour la Grèce. Parce que sa raison d'être, c'est la solidarité entre Européens.

Personne ne peut plus douter de la solidarité entre Européens.

Cette Union à laquelle nous appartenons et qui n'a pas d'équivalent dans le monde contemporain, malgré ses imperfections et bien qu'inachevée, est l'assurance pour les Européens, quelles que soient les circonstances, de pouvoir compter sur la solidarité de leurs partenaires. Puisse-t-on ne pas l'oublier.

* Président de la Fondation Robert-Schuman.